ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

46 | 2022

Refuges identitaires numériques

Surexposition numérique et stratégies de médiatisation des LGBT en Tunisie

Digital Overexposure and Media Strategies of the LGBT Community in Tunisia

Zeineb Touati

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ilcea/14020>

DOI : 10.4000/ilcea.14020

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-37747-331-1

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Zeineb Touati, « Surexposition numérique et stratégies de médiatisation des LGBT en Tunisie », *ILCEA* [En ligne], 46 | 2022, mis en ligne le 02 mars 2022, consulté le 04 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/14020> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ilcea.14020>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2022.

© ILCEA

Surexposition numérique et stratégies de médiatisation des LGBT en Tunisie

Digital Overexposure and Media Strategies of the LGBT Community in Tunisia

Zeineb Touati

Introduction

- 1 Les médias numériques et les réseaux sociaux jouent depuis quelques années un rôle important dans la construction des représentations sociales, dans la médiatisation de mouvements sociaux, l'expression de revendications politiques, sociétales, linguistiques ou encore identitaires. Sites internet, blogs et réseaux sociaux représentent un espace alternatif d'expression et d'existence pour certaines minorités sexuelles ou religieuses et des groupes marginalisés ou vulnérables. Plusieurs recherches se sont intéressées aux usages des médias numériques par les minorités sexuelles et à leurs implications. Internet a en premier été étudié comme espace de rencontre et de sociabilité pour les communautés LGBT. Il a également été questionné en tant qu'espace d'expression et de réparation pour les personnes qui ont une pratique sexuelle non hétéro-normée. Les médias numériques ont clairement modifié la perception de l'homosexualité et les images qui en découlent, notamment à travers l'internationalisation des représentations et des pratiques de l'homosexualité (Pullen & Cooper, 2010 ; Campbell, 2004). D'où aujourd'hui une forme d'homogénéisation du modèle de l'homosexuel. Via les sites de rencontres et les réseaux sociaux, Internet a aussi créé une dimension transnationale des échanges et de la marchandisation des relations sexuelles entre personnes homosexuelles tout en permettant la formation des couples binationaux et en facilitant les contacts avec des collectifs dans d'autres pays. Une part importante des recherches sur les représentations des minorités sexuelles et les usages numériques des LGBT a été consacrée aux hommes homosexuels et a surtout

porté sur les communautés homosexuelles occidentales et dans les pays d'Amérique Latine.

- 2 Nous proposons dans cette contribution de nous intéresser au terrain tunisien où la question est encore peu étudiée scientifiquement, mais où elle tend à gagner du terrain médiatique et social. Les dix dernières années ont également été marquées par des questionnements identitaires et des revendications des minorités religieuses, linguistiques et sexuelles, ainsi que la création et la légalisation de plusieurs associations et collectifs de défense des droits des minorités sexuelles. Les militants et sympathisants de la cause, empêchés d'accéder aux médias classiques se sont tournés vers les médias et réseaux sociaux numériques pour s'exprimer, militer et fédérer. Accessibles et jugés plus crédibles que les médias classiques, les médias numériques ont été depuis le début des années 2000 des moyens d'information et des supports de mobilisation et de militantisme pour les opposants politiques, les syndicalistes et les féministes. Les usages de militantisme se limitaient à une minorité de la population (Lecomte, 2009 et 2011 ; Touati, 2012). En s'emparant de ces médias numériques, certains collectifs LGBT ont développé des stratégies pour assurer leur visibilité, s'organiser et informer les jeunes qui souffrent d'exclusion, de marginalisation ou de répression policière en raison de leur orientation sexuelle. Présente sur *Facebook* et disposant de plusieurs sites internet, la communauté LGBT s'est aussi dotée d'une Web radio. Cette visibilité, cette monstration de sa différence sur les réseaux sociaux et les revendications d'abrogation de la loi incriminant l'homosexualité fondent les prémisses d'un débat sociétal sur le genre et la place de l'homosexualité dans une société arabo-musulmane.
- 3 Nous proposons dans cette contribution de montrer le rôle des médias numériques et des réseaux sociaux numériques dans la formalisation et la médiatisation des revendications des collectifs et associations qui étaient jusque-là privés des médias classiques et de l'espace public. Nous dresserons un premier bilan de la médiatisation, à travers les médias numériques, des revendications des minorités sexuelles et des conséquences sociopolitiques observées. Comment les réseaux sociaux se sont-ils constitués en alternative médiatique pour les militants et sympathisants de la cause homosexuelle ? Quelles sont les formes d'expression et d'activisme déployées ?
- 4 Pour répondre à ces questions, nous nous référons à l'analyse du contenu de 10 pages *Facebook* dont des pages d'associations, de collectifs tunisiens de défense des droits des LGBT¹ et des pages de militants². Notre étude relève du champ de la communication électronique (Herring, 2004) tout en portant un intérêt particulier aux médias émergents. Elle s'inscrit dans la continuité des recherches sur les nouvelles formes de participation et de mobilisation par et pour des groupes marginalisés ou fragilisés comme certains groupes politiques (Cardon & Granjon, 2013 ; Mabi, Théviot, 2014) et les minorités sexuelles (Lévy, Dumas, Ryan & Thoër, 2011). Notre méthodologie relève essentiellement de l'ethnographie de la communication électronique et vise à observer et à décrire les dispositifs et les usages déployés en ligne.
- 5 La première partie de cette contribution pointera l'indifférence sociale et médiatique quant à l'existence de la communauté LGBT en Tunisie avant le soulèvement de 2011. La deuxième partie sera consacrée à la présentation des différentes étapes qui font du numérique le principal espace d'affirmation de cette minorité sexuelle et de médiatisation de ses revendications en montrant le processus du passage de la sphère numérique à l'espace public.

1. Indifférence médiatique

- 6 Le traitement médiatique de l'homosexualité, en tant qu'orientation sexuelle ou question de société, était quasi inexistant avant 2011 dans les médias classiques (presse écrite, radio et télévision). Il était limité à des médias confidentiels et au cinéma. Dans la presse écrite, la question des minorités sexuelles était principalement abordée sous l'angle du fait divers (en relation généralement avec la prostitution masculine) ou en marge de l'actualité sur le HIV et les politiques publiques de santé en matière de protection contre les maladies sexuellement transmissibles.
- 7 Avant-gardiste et habitué à s'attaquer aux tabous sociaux, le cinéma tunisien a intégré la question de l'homosexualité principalement masculine dès les années 1980. Il ne s'agit toutefois pas d'un traitement assumé ou explicite. Entre 1986 et 2016, l'homosexualité est abordée de manière indirecte. Des films pionniers, comme *L'homme de cendres* (1986) de Nouri Bouzid ou encore *Fleur d'oubli* (2005) de Salma Baccar, ont eu le mérite de mettre en image des personnages homosexuels. Il s'agit de personnages masculins homosexuels qui sont toujours présentés « dans un enfermement terrifiant et muet » (Martin, 2013 : 111). Le silence qui entoure ces personnages dans les films entre en résonance avec le mutisme social et juridique qui invisibilise l'homosexualité et la différence.
- 8 Dans *L'Homme de cendres* et *Fleur d'oubli*, c'est la négativité et la honte qui marquent des personnages rejetés et frustrés. « Bouzid et Baccar signent des personnages masculins homosexuels polysémiques vus de biais dans leur clandestinité et leur honte à l'écran. Ils sont soit rebelles et malheureux, soit de tristes relais du pouvoir patriarcal. Dans les deux cas de figure, il s'agit de personnages décalés, rejetés, secrets, pitoyables ». (Martin, 2013 : 118)
- 9 Le rejet des personnages gays dans les deux films et le secret qui les entoure font écho au secret de l'homosexualité masculine vécue dans la clandestinité et à la marginalisation qu'elle peut engendrer. Les personnages s'inspirent de la réalité sociale et renvoient ces images de honte et de culpabilité. Le cinéma rejoint le discours social patriarcal en faisant le lien entre homosexualité et déviance et entre homosexualité et viol. Dans *L'Homme de Cendres*, le traumatisme des viols subis par Farhat et Hachemi expliquerait l'homosexualité du premier et les doutes du second sur sa propre virilité la veille de son mariage. L'évolution des personnages suppose que l'homosexualité ne serait donc pas normale mais pathologique. Elle résulte d'un traumatisme psychologique et en est l'expression physique.
- 10 Dans plusieurs films, l'homosexualité n'est qu'un prétexte pour aborder d'autres problèmes sociaux et politiques et pour critiquer société et ordre religieux. Elle y est majoritairement traitée avec distance, dans le non-dit. En l'absence d'un discours social, d'un débat sociétal et d'un ancrage idéologique, le cinéma n'a pas permis une mise en visibilité par l'image. Les articles et les critiques qui suivent la sortie de ces films font rarement état de la présence des personnages gays. Ils sont souvent présentés comme des hommes efféminés ou traumatisés sans mention de leur orientation sexuelle.
- 11 Une évolution dans le traitement de l'homosexualité est perceptible depuis 2010 avec *Le Fil* de Mehdi Ben Attia qui expose la difficulté du *Coming out*. En articulant les

événements autour de « l'aveu » d'un fils homosexuel à sa mère, le réalisateur met en lumière l'orientation sexuelle et le regard social sur les pratiques homosexuelles. La mise en images et la monstration de l'homosexualité se poursuit avec deux court-métrages de Mehdi Mejri *Femmes* (2016) et *Il fera jour* (2018). Certains réalisateurs s'affranchissent du silence social en mettant en images l'homosexualité, mais ils restent confrontés à l'interdit puisqu'aucun de ces films n'a été projeté en salles en Tunisie. La censure a également empêché la projection de films étrangers à savoir : *La vie d'Adèle* du franco-tunisien Abdellatif Kechich³ (2013) et *Call by your name* (2018). L'interdiction de diffusion et la circulation confidentielle de tous ces films confortent la marginalité des identités *queer* (M'selmi, 2020).

- 12 La question de l'homosexualité s'est également imposée au théâtre indépendant à partir de 2015 avec une adaptation tunisienne « *Mrajel* » de la pièce française « La cage aux folles ». La pièce, dénonçant ouvertement la binarité régnante dans la société et son hypocrisie, a été principalement présentée dans l'espace culturel *Le Mondial* et a été annulée par la direction du *Théâtre Municipal de Tunis* (lieu phare du théâtre). Une deuxième pièce a marqué la dernière décennie « *TranstyX* » réalisé et joué par la troupe d'El Teatro en 2019. La pièce traite de la transidentité en Tunisie et les difficultés des personnes trans. Les deux pièces posent clairement la question de l'orientation sexuelle mais sans en permettre une autre représentation sociale ou un débat médiatique tant la fréquentation du théâtre est élitiste et limitée à une minorité de citoyens aisés et diplômés.

2. Invisibilité des différences et tabou social

- 13 L'invisibilité médiatique des minorités sexuelles en Tunisie s'explique par une condamnation sociale, religieuse⁴ et juridique de l'homosexualité considérée comme une forme de sexualité « déviante ». Plusieurs facteurs socio-symboliques s'entremêlent pour instaurer un climat social très homophobe⁵. L'article 230 du code pénal tunisien condamne la sodomie et de là les relations sexuelles entre personnes du même sexe et prévoit des peines allant jusqu'à trois ans de prison⁶. L'arsenal législatif est complété par l'article 226 relatif à « l'outrage public à la pudeur » et qui permet de condamner toute expression d'affection en public et donc donne plus de légitimité à la répression policière et/ou judiciaire contre les personnes LGBT. Les articles de loi sont confortés par une homophobie collective de la société tunisienne qui s'exprime publiquement dans les blagues, les insultes, les proverbes, dans les discours médiatiques et politiques. Le machisme patriarcal ambiant dans la société tunisienne explique en grande partie cette homophobie régnante. Il dénigre particulièrement l'homosexuel passif — assimilé à une femme et donc inférieur à l'homme viril — menaçant donc la représentation dominante du mâle arabe et sa virilité supposée.
- 14 Toute forme de relations sexuelles non hétéro-normées relève, dans l'imaginaire social collectif tunisien, de la déviance. L'homosexualité est ainsi souvent considérée comme une maladie psychologique ou due à une malformation biologique et ce type d'explication se retrouve même dans les discours politiques et médiatiques. En février 2012, le ministre des droits de l'Homme, Samir Dilou⁷ a déclaré sur un plateau télévisé que l'homosexualité était une « perversion sexuelle » et une « maladie mentale » nécessitant un traitement médical⁸. Membre du parti islamiste *Ennahdha*, au pouvoir depuis 2011, ce ministre renvoie également au référentiel religieux pour

discréditer les homosexuels et les revendications des minorités sexuelles tout en rappelant l'héritage arabo-musulman de la Tunisie.

- 15 Le tabou religieux de l'homosexualité en Islam⁹ rend inenvisageable l'acceptation sociale de la différence dans un contexte arabo-musulman. L'homosexualité, masculine particulièrement, peut servir d'injure, d'argument d'exclusion et peut-être utilisée pour discréditer un adversaire politique ou nuire à la réputation des personnalités de la société civile. Plusieurs exemples d'accusations d'homosexualité ont entaché la réputation d'opposants politiques pendant les années 1980-1990. Le même procédé a été utilisé lors de la campagne électorale de 2011. Le parti islamiste *Ennahdha*, a lancé, des rumeurs accusant certains candidats du parti de gauche *Al Kotb* d'homosexualité afin de les discréditer. Ces mêmes accusations ont circulé en 2012 contre d'autres mouvances politiques. Des montages photos circulent également sur les réseaux sociaux pour discréditer des militants associatifs. L'accusation d'homosexualité et de déviance sexuelle suffit à discréditer politiquement et socialement les opposants et les militants, à les priver des espaces médiatiques classiques et à faire peser un sentiment de honte sur la famille et les proches. Elles sont utilisées en toute impunité puisque ces accusations ne relèvent d'aucun délit et que l'homophobie n'existe pas dans le droit tunisien.
- 16 Invisibilisée dans les médias et marginalisée socialement, la communauté LGBT tunisienne est également ponctuellement persécutée par la police. Ainsi, des vagues d'arrestations et de violences policières sont relevées depuis quelques décennies comme en 2001-2002 avec un nombre important d'arrestations suivies par des Coming-out forcés visant à pénaliser socialement les concernés. Une autre vague est également relevée en 2008-2009, ou encore plus récemment depuis 2011, avec une vaste entreprise d'arrestations et la multiplication des agressions physiques allant jusqu'au meurtre homophobe. Entre 2011 et 2013, les descentes policières dans les lieux fréquentés par la communauté sont régulières, et plusieurs cas de lynchage d'homosexuels, par des groupes organisés, sont répertoriés, selon les associations de la communauté.
- 17 Face à un rejet social, politique et médiatique de la différence, les minorités sexuelles ne pouvaient exprimer publiquement leur existence, ni formaliser des revendications. Les membres de la communauté se sont tournés vers des outils qui étaient disponibles et qui leur permettaient de pallier le rejet social et médiatique. Ils ont ainsi utilisé Internet en diversifiant progressivement leurs usages et se sont approprié les médias numériques pour servir les différentes stratégies déployées pour lutter contre la marginalisation et l'invisibilisation dont ils souffrent.

3. Internet : Des usages relationnels et informatifs aux usages engagés

- 18 Dans les années 2000, la priorité des homosexuels et transsexuels tunisien, était de pouvoir vivre cachés et se protéger des regards indiscrets et de la délation qui entraînerait rejet des familles, marginalisation, emprisonnement, violence physique familiale et policière. Les membres de la minorité LGBT qui ne pouvaient se retrouver dans des endroits réservés où ils seraient « entre eux » à défaut de lieux de convivialité (café, bar...) réservés, ont trouvé dans Internet le principal allié pour entrer en relations avec d'autres homosexuels, faire de nouvelles rencontres et tout simplement « draguer ». Les sites de rencontres étaient quasiment les seuls espaces de mise en

relations. Ainsi, les membres de la communauté homosexuelle étaient majoritairement inscrits sur des sites de rencontres, principalement *Gaydar* et *Manjam*, avant d'utiliser *Facebook*.

- 19 Dans l'impossibilité de se constituer en associations, conscients de l'impact et des opportunités que permet Internet et obligés de réagir face à la répétition des vagues d'arrestations et de violences policières, dix membres de la minorité homosexuelle créent en ligne, en 2008, un groupe d'activistes LGBT tunisiens. Au-delà de la mise en relation, l'objectif de ce collectif est d'utiliser Internet pour informer sur l'aide juridique que le collectif peut apporter aux jeunes menacés par leur famille ou par les autorités, de faire connaître les dispositifs d'entraide et de prise en charge mis en place par la communauté ou ses sympathisants. Internet a, dans une deuxième phase, permis d'organiser des campagnes virtuelles d'information et de sensibilisation, notamment sur les maladies sexuellement transmissibles, sur les modes de prévention et de protection, sur les méthodes employées par les autorités et sur les droits en cas d'arrestation. Ainsi, Internet leur a permis d'être actifs, disponibles et accessibles pour la communauté tout en restant anonymes. Ces premiers usages ont permis de rompre l'isolement de certains en rendant visible l'existence d'autres personnes, avec les mêmes orientations, les mêmes difficultés, tout en assurant la discrétion sur les identités des principaux protagonistes. Elle réunit deux critères fondamentaux permettant le début de la structuration des revendications LGBT : la visibilité et la confidentialité.
- 20 Les usages de la communauté LGBT étaient initialement tournés vers le divertissement et le relationnel. Avec la création en ligne en 2008 du premier collectif LGBT tunisien, les usages se diversifient en prenant une dimension engagée et en endossant un rôle d'information à destination des personnes qui ont des orientations et des pratiques sexuelles non hétéro-normées, qui se sentent seules, différentes, qui se posent des questions sur leur sexualité et leur identité. Les usages engagés et militants se développent progressivement notamment en s'imprégnant des expériences de certaines associations œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme et des libertés, mais aussi d'expériences étrangères. Nous relevons un rôle de mise en relation entre les membres de la communauté LGBT en Tunisie et des militants dans d'autres pays comme le Maroc ou le Liban. Internet a servi de plateforme d'échanges d'expériences avec des collectifs libanais et marocains en vue de s'inspirer de leurs modalités d'actions, de leurs stratégies et comme le déclarent certains militants tunisiens de se former aux méthodes de lobbying qui ont été mise en pratique quelques années après.
- 21 Les usages informatifs et engagés profitent de deux principaux facteurs favorables. Le premier est l'évolution même des outils numériques avec le passage de l'internet au Web 2.0 et les opportunités d'échanges, d'instantanéité et de diversité des formats que permettent les blogs et les réseaux sociaux. Le deuxième réside dans l'évolution de la situation sociopolitique en Tunisie (le soulèvement populaire de 2011 et la phase de transition politique) et la généralisation de l'accès au réseau. L'absence de contrôle et le sentiment de liberté qui caractérisaient cette phase de transition politique, ont permis l'expression publique de plusieurs minorités identitaires et linguistiques, et de revendications de tous genres. Ils ont aussi donné l'occasion aux membres de la communauté LGBT de se lancer dans la quête d'une reconnaissance institutionnelle et sociale. La communauté LGBT, déjà réunie dans plusieurs groupements virtuels en tentant de s'organiser concrètement, profite du débat national sur les orientations

sociales et politiques et le choix d'un projet de société entre 2011 et 2014 pour poser la question des minorités sexuelles dans le débat sur les droits des minorités dans le cadre du projet de la nouvelle Constitution.

- 22 Pour lutter contre l'homophobie sociale, politique et médiatique, les militants mettent en place des stratégies de structuration sur le long terme et envisagent la visibilité concrète avec, en premier lieu, la fondation de plusieurs associations. La forte activité des collectifs « virtuels » sur *Facebook* va de pair avec une mobilisation sur le terrain juridique avec le dépôt de demandes d'autorisation. La plus ancienne est l'association *Damj* (association pour la justice et l'égalité)¹⁰. Après avoir essuyé un premier refus en 2010 en raison de la mention des droits des LGBT dans les statuts déposés, elle a été autorisée en 2011 comme association de défense des droits universels. Elle ouvre la voie à d'autres organisations comme l'association *Mawjoudin* (We exist)¹¹. Fondée en 2014 pour lutter contre toute forme de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractères sexuels et défendre les droits des LGBT, *Mawjoudin* n'a obtenu son statut légal qu'en 2015¹². D'autres organisations et collectifs forment le paysage médiatique numérique LGBT tunisien comme le collectif *Kelmti* (2011), le groupe *Arken* (2012), *Without Restrictions* (2014), *Shams*¹³ (2015) ou encore *Chouf* « Regarde » (2016) qui est l'unique association féministe LBTQI++.
- 23 Tous ces collectifs et associations sont présents sur *Facebook* et ont tous commencé à s'exprimer et à s'engager sur Internet en profitant de l'ouverture que représentent les réseaux sociaux et la visibilité qu'ils offrent tout en permettant une forme d'anonymat et de protection des identités de leurs membres. Ils ne sont toutefois pas tous unanimes sur les façons d'utiliser les médias numériques, les degrés de monstration et de mise en visibilité, ni sur les types de contenu et formes d'expression.

4. Alternative médiatique et surexposition numérique

- 24 Le tournant dans l'histoire de la communauté LGBT tunisienne, ainsi que dans les choix stratégiques et de revendications, arrive avec *Shams* qui est officiellement la première organisation de défense des droits LGBT dans le registre des associations tunisiennes. *Shams* est un exemple de l'importance du numérique, et particulièrement de *Facebook*, dans la structuration de la communauté LGBT et la médiatisation de ses revendications. Elle a été initialement lancée comme une initiative *Facebook* sous la forme d'une page pour la dépénalisation de l'homosexualité. Face au succès de la page, (80 000 abonnés en quelques mois), les deux responsables décident de passer à la lutte concrète et de fonder l'association. La reconnaissance officielle en 2015 entraîne des réactions très violentes de la part des politiques mais aussi des anonymes : propos homophobes de députés, agressions et menaces sur internet, messages de haine sur les pages *Facebook* de plusieurs associations. Le refus d'une grande partie de la classe politique, des religieux et d'une large partie de la population est tel que plusieurs recours sont déposés pour annuler le visa de l'association¹⁴. L'existence et la reconnaissance officielle de l'association dérangent religieux, juges, politiques et députés parce qu'elles peuvent entraîner d'autres revendications comme la dépénalisation de l'homosexualité ou encore la reconnaissance du mariage homosexuel.
- 25 Très imprégnée par l'engagement numérique qui est à son fondement, *Shams* base une partie importante de ses actions sur des supports et médias numériques. Active sur *Facebook*, *Shams* diversifie les outils en profitant de tous les formats disponibles sur

internet. Ainsi en 2017, l'association tourne un documentaire intitulé « Au pays de la démocratie naissante »¹⁵ et le diffuse sur *Youtube*. La visibilité du documentaire sur *Youtube* permet sa sélection dans plusieurs festivals de cinéma internationaux ainsi qu'à la Conférence internationale des LGBT francophones de Montréal.

- 26 La stratégie de multiplication des supports numériques comprend également le lancement le 18 décembre 2017 d'une Webradio. *Shams* lance ainsi *Shams Rad*¹⁶, première radio de la communauté LGBT au Maghreb avec comme objectif « banaliser le débat à propos de l'homosexualité ». L'annonce du lancement de la radio faite le 11 décembre entraîne les mêmes réactions de haine et de rejet, des menaces de mort de la part des religieux, et un procès intenté par le Conseil national des imams et des cadres des mosquées.
- 27 Ces lancements sont accompagnés d'une campagne de promotion sur la page *Facebook* de l'association, les pages des autres associations de la communauté LGBT et sont relayés par les médias des associations LGBT internationales et la presse internationale¹⁷.
- 28 Conscients de l'importance de leur communauté virtuelle et de sa matérialisation progressive notamment avec la structuration en associations et collectifs reconnus, les militants ont organisé plusieurs mobilisations notamment en marge du Forum Social Mondial qui s'était tenu à Tunis en 2015. Le drapeau gay était présent dans la manifestation, accompagné d'affiches et de slogans contre l'article 230. Les photos de ces mobilisations font le tour des pages *Facebook* officielles et anonymes et sont repris à la une de la presse tunisienne. Plusieurs autres actions publiques suivront, souvent sous les huées et nécessitant l'intervention de la police pour escorter les manifestants. Elles ont le mérite de marquer un passage vers un engagement de terrain qui a plus de poids concret que la mobilisation numérique. La portée symbolique de la présence de ces militants dans les rues de Tunis secoue le monde politique et installe définitivement la question de la diversité des orientations sexuelles dans l'agenda du parlement notamment lors de l'écriture de la Constitution avec des propositions d'articles sur des questions de genre qui ont été critiquées publiquement ou encore la question de l'universalité et le risque de heurter les fondamentaux de la société en visant particulièrement la question du mariage homosexuel. La question de l'homosexualité s'impose également aux médias classiques, notamment avec des émissions de télévision sur les chaînes nationales et privées¹⁸ et plusieurs articles dans la presse nationale. Grâce à la visibilisation de l'homosexualité dans la sphère virtuelle, certains journalistes ont traité ce sujet tabou d'abord dans des médias numériques notamment sur *Tekiano*¹⁹ avant de se l'autoriser dans les médias classiques comme le journal *La Presse*.
- 29 Les choix de visibilité, d'exposition médiatique des activistes, principalement assumés et opérés par *Shams*, ne font pas l'unanimité dans le mouvement LGBT. D'autres associations optent pour des stratégies différentes : une présence seulement en ligne pour *Kelmti* mais sans exposer les personnes ni révéler leur identité, la protection des militants et de leur anonymat est défendue par une majorité d'associations qui préfèrent éviter d'exposer physiquement et socialement les militants ou sympathisants, par peur de représailles. *Chouf* et les militantes femmes des différentes structures jugent, par exemple, risqué le choix de surexposition médiatique de *Shams*. Les faits tendent à le confirmer. La médiatisation des revendications, la visibilité des militants (à visage découvert pour certains), la mobilisation dans l'espace public à

travers plusieurs manifestations, coïncident avec une nette augmentation de la répression de l'homosexualité et un recours massif au test anal par les autorités. Ainsi, selon *Shams*, 127 personnes ont été condamnées à des peines de prison pour homosexualité en 2018, contre 79 en 2017 et 56 en 2016. Plus la visibilité médiatique augmente, plus la répression est prononcée et plus l'intérêt des médias classiques est croissant. À leur tour, des journaux tunisiens²⁰ reprennent les informations des médias numériques LGBT, discutent l'autorisation accordée à *Shams*, relatent pour certains et dénoncent pour d'autres les agressions dont sont victimes des homosexuels et critiquent le silence des autorités.

- 30 La question des revendications et de la situation de la communauté LGBT se déplace donc progressivement de la sphère virtuelle à la sphère médiatique classique, en s'imposant dans le débat politique au sein de l'Assemblée nationale via les prises de position de certains députés²¹ et les recours juridiques déposés par d'autres²².
- 31 Les médias classiques se sont à plusieurs reprises saisis des débats sur *Facebook* pour traiter de la question de l'homosexualité et de l'abrogation de l'article 230. Pendant la phase de transition, *Facebook* dicte en partie l'agenda médiatique et fixe les thèmes d'actualité. Les médias numériques autorisent des monstres de soi, du corps, de la diversité et de la désobéissance qui ne peuvent s'exprimer que sur ces supports numériques. La dimension globale, la part de liberté et la représentativité d'une grande part des composantes de la société qu'offre *Facebook*, et dont disposent les médias numériques d'une façon générale, expliquent en grande partie la stratégie médiatique des associations LGBT. Notre observation et l'analyse de contenu indiquent clairement un rôle des médias numériques dans l'évolution de la visibilité de la communauté LGBT et une nette différence entre les médias classiques et les médias numériques dans les modes de traitement de cette question sociétale et identitaire. Là où les médias classiques affichaient une volonté évidente de défendre des représentations classiques des orientations sexuelles et des identités individuelles afin de préserver la culture et l'identité nationales, les médias numériques ont permis l'effritement de cette vision unique du genre et des identités masculine et féminine, et ils contribuent à la construction/reconstruction de nouvelles représentations qui évoluent en fonction des interactions. Il n'est pas ici question d'opposition entre médias classiques et médias numériques, tant les interactions entre les différents supports sont quotidiennes mais plutôt de complémentarité dans un contexte politique autoritaire et manquant de stabilité. Les emprunts faits par les médias classiques à ce qui circule sur *Facebook* sont quotidiens. Ce dernier devient prescripteur d'une partie de l'actualité et comme ailleurs, il est aussi source d'informations pour les journalistes, d'où les retombées presse, importantes en termes de chiffres et de poids des titres, après les campagnes virtuelles de certaines associations LGBT.
- 32 Cette médiatisation progressive, les interactions entre médias numériques et classiques étaient également soutenues et accompagnées par une évolution des formes d'expression et des formats mobilisés sur les pages *Facebook* des associations et les différentes plateformes utilisées.

5. Formes et formats de l'expression LGBT

- 33 Entre 2008 et 2011, nous observons une évolution de contenus principalement informatifs sur les modalités d'aide juridique, de soutien au sein de la communauté vers

des contenus visant la sensibilisation aux souffrances de la communauté, des campagnes de dénonciation de la marginalisation et la répression. Le plus souvent, les publications étaient faites avec des pseudonymes, peu d'internautes et de *Facebookers* étaient identifiables par leurs comptes ou leurs posts. Depuis la phase de transition, plusieurs *Facebookers* assument de s'exprimer publiquement avec de vraies identités ; ils prennent position contre certaines arrestations ou lynchages. Les formats changent, il y a plus de photos des militants, mais aussi des photos des mobilisations de rue, des réunions avec les visages découverts des participants, le drapeau LGBT est beaucoup plus visible en photo de profil ou en fond.

- 34 Le format vidéo est également de plus en plus mobilisé, notamment pour des témoignages et des récits détaillés de certains traumatismes ou d'agressions. Les vidéos relevées sur les pages *Facebook* des différentes associations sont principalement consacrées, d'un côté, à la mise en visibilité de manifestations ou de mobilisations organisées. On y voit ainsi les membres de la communauté manifestant avec des drapeaux et des pancartes ou lors de sit-in. D'un autre côté, l'objectif est la dénonciation des violences faites aux membres de la communauté, par le biais notamment de vidéos « amateur » d'arrestations policières ou d'agressions physiques en pleine rue. Conscients de l'impact de l'image sur le public et mesurant la nécessité d'apporter la preuve de ces agressions, les militants diffusent les vidéos de manière plus régulière sur les pages *Facebook* et souvent en les maintenant sur la page d'accueil. Sur *Facebook*, les associations partagent les témoignages de personnes homosexuelles victimes d'agressions sans forcément divulguer les identités des concernés. *Mawjoudin* a, par exemple, publié l'histoire de S. K. un bachelier de 19 ans qui raconte le rejet par ses camarades de lycée et la violence physique de sa famille après la découverte de son homosexualité. Le texte est accompagné d'une photographie des marques qu'il porte sur le cou. Les contenus et les formes d'expression relèvent du domaine de l'information et du militantisme qui laissent peu de place à la légèreté et au discours décalé, pourtant caractéristiques des publications numériques. En effet, les pages *Facebook* des associations de la communauté se basent sur les formats classiques de textes et d'images ou d'illustrations dans lesquelles elles assurent les fonctions indispensables à la sécurité des personnes LGBT. En plus des informations sur les mobilisations, les commentaires des publications des autres associations et de l'actualité relative à la communauté, les publications sur *Facebook* s'articulent autour d'un triptyque : dénoncer, alerter et sensibiliser. La dénonciation vise différents sujets comme la dénonciation du test anal que les autorités font subir aux personnes soupçonnées d'homosexualité et qui, selon elles, permettrait de prouver la sodomie et donc la présence de rapports sexuels de nature homosexuelle. Plusieurs créations graphiques et affiches sont ainsi réalisées ou reprises des sites d'autres associations et publiées sur les pages *Facebook* comme le montre cette illustration ci-dessous (figure n° 1) postée sur la page *Facebook* de *Damj* le 18/03/2021. Le texte indique « Le test anal est une forme de torture. Les examens de la honte ».

Figure n° 1 : Le test anal est une forme de torture.

- 35 Shams appelle à l'arrêt de cette pratique et informe les homosexuels tunisiens de leur droit de refuser le test anal en cas d'arrestation dans une affiche réalisée et publiée en 2015.

Figure n° 2 : Affiche de l'association tunisienne *Shams*, soulignant la possibilité de refuser un test anal.

© 2015 Shams.

- 36 La dimension dénonciatrice permet la mise en visibilité des traces de la violence physique que subissent les personnes LGBT de la part des autorités et des familles. Il s'agit ici principalement de photos des victimes d'agressions ou de lynchages comme le montre la publication ci-dessous (figure n° 3) publiée par *Shams* le 14 septembre 2020. À ce niveau, les images, photos et illustrations publiées sur *Facebook* rendent visible la réalité des LGBT en Tunisie, permettent de dépasser l'absence du corps homosexuel dans le cinéma tunisien et de contourner le silence sociétal et médiatique sur les traumatismes et les violences physiques en montrant les traces des agressions et en pointant par le texte et la posture des corps (dans les illustrations) la pratique du test anal qui n'est mentionnée dans aucun film tunisien.

Figure n° 3 : Traces d'agression physique.

- 37 Alerter et accueillir les membres de la communauté font partie des missions de certaines associations et représentent une partie importante des messages relayés sur Facebook. Dans la figure n° 4, Damj combine les deux fonctions en appelant les *queer* à « être vigilants sur les réseaux sociaux et à faire attention à leur sécurité numérique et physique » en indiquant les numéros de téléphone de ses bureaux dans trois villes (Sfax, Tunis et Le Kef).

Figure n° 4 : Appel à la vigilance sur les réseaux sociaux (publié le 17/01/2021).

- 38 La dimension de sensibilisation, présente dès les premiers usages numériques des différents groupes, est toujours d'actualité dans les discours des associations. Les messages textuels courts fondés sur des slogans laissent place à de nouvelles formes de présentation plus imagées et plus ludiques qui facilitent la mémorisation et frappent les esprits : affiche, infographie. La sensibilisation concerne toujours en premier les maladies sexuellement transmissibles comme le montre l'infographie réalisée par

l'Association Tunisienne de la prévention positive et reprise par *Shams* sur sa page le 01/12/2020 (figure n° 5).

Figure n° 5 : « Tu peux être positif sans le savoir ».

- 39 L'expression LGBT évolue en intégrant des personnes extérieures à la communauté qui osent participer au débat ou montrer leur soutien aux personnes LGBT. Depuis 2015, des *Facebookers* se revendiquant hétérosexuels postent des vidéos de soutien aux homosexuels, en revendiquant le respect des libertés individuelles, en se présentant à visages découverts et en étant identifiables. Contrairement aux formes d'expression encore conventionnelles et très militantes des associations et des représentants des collectifs, les *Facebookers* font désormais appel à la satire et à l'humour qui étaient quasiment absents dans les premières années d'existence numérique de la communauté. Ils les mobilisent surtout pour moquer, parodier les représentants politiques des mouvances religieuses et pour répondre à leurs propos homophones ou agressions verbales lors d'interviews ou de déclarations médiatiques. Parodies, montage vidéo et photo ou encore caricatures indiquent l'évolution des formes d'expression chez les sympathisants et membres de la communauté et le recours à tous les codes et formats que les outils et médias numériques permettent.
- 40 En plus de ce premier constat, la phase exploratoire de notre étude sémiolinguistique et iconographique des écrits et des publications sur les pages *Facebook* retenues dans notre corpus, nous permet de relever la diversité des registres de langues utilisées. Nous avons noté l'utilisation de l'arabe littéraire, du dialecte tunisien (arabe dialectal), du français, d'un mélange entre arabe et français et dans des proportions moindres de l'anglais. Le français est systématiquement utilisé dans les posts et les publications régulières, l'arabe (dialectal ou littéraire) est souvent mobilisé dans les illustrations, les infographies ou encore les caricatures. Le choix de la langue ainsi que le niveau de

langue (soutenu, familier) semblent dépendre de différents facteurs indépendants de la cause LGBT. Le premier facteur réside dans les objectifs communicationnels des scripteurs internautes :

- 41 - informer et toucher un large public en utilisant l'arabe dialectal, maîtrisé par tous et instaurant une forme de proximité et d'intimité,
- transmettre des informations juridiques et des données scientifiques nécessitant le recours à l'arabe littéraire et au français notamment en raison de la précision des termes scientifiques et juridiques,
- témoigner, livrer des expériences traumatisantes.
- 42 Le deuxième facteur explicatif serait le profil et la situation de l'internaute scripteur : son profil sociolinguistique (lieu de résidence, niveau d'études...), ses compétences linguistiques (maîtrise ou pas du français par exemple), mais aussi son état psychologique notamment en ce qui concerne les témoignages et les récits d'expérience où l'on observe clairement la dominance de l'arabe dialectal.
- 43 Le format (post, publication, billet) est un autre facteur déterminant le choix de la langue d'expression.
- 44 À ce stade, notre lecture n'est certainement pas exhaustive et est encore limitée par des biais méthodologiques (cumul de différents corpus : textes, images...). Elle nous permet toutefois de pointer des nouvelles formes d'expression, des stratégies discursives de la part de militants expérimentés et de simples usagers des outils numériques.
- 45 Lors de l'analyse des posts et publications, nous avons également relevé la présence d'injures et d'insultes qui viseraient principalement la provocation et l'agression des personnes LGBT. Les insultes sont le plus souvent faites en dialecte tunisien, peut-être parce que le poids des mots est supposé plus important et l'humiliation plus grande. Les attaques sont parfois nominatives à l'encontre de certains militants ou s'adressant à tous les homosexuels ou transsexuels. La violence qui caractérise certaines publications est permise par le climat homophobe et l'utilisation par des politiques et des personnalités médiatiques de ces mêmes insultes contre les membres de la communauté LGBT. Les médias numériques ne sont pas que des vitrines pour les personnes LGBT, ils sont également utilisés contre eux.

6. Instrumentalisation politique des médias numériques

- 46 Internet et les plateformes numériques sont aussi utilisés pour discréditer, menacer ou aggraver la communauté LGBT. Cette opportunité numérique a été dès les années 2000 détournée par la police pour repérer les homosexuels, les piéger en leur donnant de faux rendez-vous afin de les aggraver, les arrêter ou les obliger à faire leur coming-out avec toutes les conséquences en termes de rejet par les familles et de marginalisation.
- 47 Les réseaux sociaux et les plateformes de partage, *Facebook* et *Youtube* en tête, servent de relais à de violentes réactions homophobes. Des appels au meurtre d'homosexuels dans des prêches du vendredi sont relayés sur *Youtube*²³, des photos dénonçant des personnes supposées être homosexuelles (sur la base du physique ou de l'attitude) sont postées sur *Facebook*. La présence du président de *Shams* dans une émission télévisée en avril 2016, a déclenché des réactions en chaîne sur les réseaux sociaux en interaction avec l'espace public. La prise de parole publique sur la principale chaîne privée crée la

polémique, laisse apparaître publiquement l'homophobie assumée et consacre le va-et-vient entre médias numériques et classiques et les interactions quotidiennes dans les espaces publics. Les pages *Facebook* d'anonymes ont relayé des photos de la campagne de boycott des homosexuels, mise en place en 2016, par plusieurs commerçants et restaurateurs qui refusent d'accueillir ou de servir des homosexuels (figures n^{os} 6 et 7).

Figure n° 6 : « Le restaurant est interdit aux homosexuels ».

Figure n° 7 : « Interdit aux homosexuels et aux athées ». Message affiché sur la porte d'un cyber-café.

- 48 Cette campagne de boycott des clients homosexuels ou supposés l'être a bénéficié de la viralité du réseau pour élargir sa base et gagner des soutiens.
- 49 De leur côté, les associations *Damj* et *Shams*, les sympathisants et les militants de la communauté se sont empressés de relayer en les dénonçant ces affiches, photos ou vidéos appelant au boycott. Les réactions sur les comptes des associations montrent une diversité des usagers (homo et hétérosexuels, de plusieurs villes du pays et des étrangers) qui s'offusquent de ces pratiques et qui dénoncent de telles discriminations. À cette occasion, des artistes, des personnalités publiques et des membres de la société civile se sont manifestés publiquement sur les pages des différentes associations pour clamer leur soutien à la communauté LGBT ou leur refus de ces formes de rejet et d'exclusion sur la base de l'orientation sexuelle. Plusieurs internautes précisent dans leur posts ne pas être homosexuels avant d'annoncer leur soutien à la communauté LGBT. Ce soutien prend différentes formes : commentaires, like de commentaires, changement de photos de profils avec un drapeau gay ou une pancarte... L'audience et le public touché par la communication des associations LGBT se sont élargis depuis cette crise.
- 50 Plus récemment, la militante *queer* Rania Amdouni²⁴, incarcérée en 2021, a été ouvertement harcelée sur Internet. Les réseaux sociaux ont été entre 2020 et 2021 instrumentalisés pour attaquer l'activiste Rania Amdouni, la discréditer par ses détracteurs et par les conservateurs. Les attaques mobilisaient différentes formes d'expression : texte, image, vidéos, caricature par rapport à son physique. De l'autre côté, réseaux sociaux et plateformes numérique ont été très utilisés par des associations LGBT et autres (de gauche, féministes et de défense des droits de l'homme) pour soutenir Rania et exiger sa libération. L'exemple de la mobilisation contre la visibilité jugée « gênante » de la militante *queer* et de la pression médiatique numérique exercée par la société civile pour libérer Rania montre l'ambivalence du rôle des médias numériques et la conscience des militants de tous bords de leur utilité et de leur portée symbolique et concrète.

Conclusion

- 51 *Facebook* et les plateformes numériques ont contribué à la visibilité de la communauté LGBT tunisienne en Tunisie et à l'étranger. Ils ont permis une première forme de structuration à travers le premier collectif des activistes LGBT tunisiens, le contact et les échanges avec d'autres communautés LGBT à l'étranger, l'appropriation de certaines modalités d'action et de mobilisation adoptées par ces communautés. Depuis 2015, le rôle des médias numériques couplé à la mobilisation sur le terrain des associations reconnues est établi dans la médiatisation des revendications des LGBT en Tunisie. Les liens entre cette médiatisation numérique et les actions concrètes des associations et des militants, leur promotion sur les pages *Facebook* ont permis de déplacer progressivement le débat et les revendications vers les médias classiques jusqu'à l'imposer à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale à travers les réactions des députés et les propositions de textes déposées. Les interactions symboliques quotidiennes entre médias numériques et classiques, échanges militants et débats dans l'espace public ont contribué à la formalisation d'une question sociétale et identitaire. Certaines évolutions sont à relever, notamment la baisse progressive du rejet de l'homosexualité selon le sondage de 2016²⁵ qui indique que 64% des Tunisiens étaient

contre l'homosexualité alors qu'ils étaient 94 % en 2013. L'évolution se voit également dans l'adoption des revendications de dépénalisation de l'homosexualité par une partie de la société civile tunisienne notamment quelques associations et partis politiques de gauche. Par ailleurs, le projet du code des libertés individuelles présenté par des députés de différents groupes parlementaires en octobre 2018, appelait, entre autres recommandations²⁶, à la protection de la vie privée et l'abolition de l'incrimination de l'homosexualité. Même si le projet n'a pas encore abouti et que cette recommandation n'a finalement pas été retenue, elle avait le mérite d'imposer la question dans le débat parlementaire de manière institutionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

- CAMPBELL John Edward (2004), *Getting it on Online: Cyberspace, Gay Male Sexuality, and Embodied Identity*, New York, États-Unis : Harrington Park Press.
- CARDON Dominique & GRANJON Fabien (2013), *Médiactivistes*, Paris, France : Presses de Sciences Po.
- GAGNET Michaëlle (2019), *L'amour interdit. Sexe et tabous au Maghreb*, Paris, France : Les éditions de l'Archipel.
- HERRING Susan (2004), « Computer-Mediated Discourse Analysis: An Approach to Researching Online Communities », S. A. Barab, R. Kling, & J. H. Gray (eds), *Designing for Virtual Communities in the Service of Learning*, Cambridge / New York : Cambridge University Press, 338-376.
- LACHEB Monia [dir] (2019), *Être homosexuel au Maghreb*, Paris, France : IRMC-Karthala.
- LECOMTE Romain (2009), « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *Tic et société* [en ligne], 3(1-2), <<http://ticetsociete.revues.org/702>>.
- LECOMTE Romain (2011), « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux », *L'Année du Maghreb*, VII, 389-418.
- LÉVY Joseph-Josy, DUMAS Jean, RYAN Bill & THOËR Catherine (2011), *Minorités sexuelles, Internet et santé*, Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.
- MABI Clément & THEVOT Anaïs (2014), « S'engager sur Internet. Mobilisations numériques et pratiques politiques », *Politiques de communication* (3), automne, Grenoble, France : Presses universitaires de Grenoble.
- MARTIN Florence (2013), « Écran pour tous ? Personnages gays dans trois films phares tunisiens », *Africultures* (6), 108-121.
- M'SELMI Sana (2020), « Et s'il n'y avait de loi que "la loi du désir" ? L'altérité comme clandestinité : les identités *queer* au moment de la *movida* madrilène et du "Printemps arabe" tunisien entre réalité et fiction », *Hors la loi* (25), <<https://journals.openedition.org/trans/2696>>.
- PULLEN Christopher & COOPER Margaret (2010), *LGBT Identity and Online New Media*, New York, États-Unis : Routledge.

TOUATI Zeineb (2012, avril), *TIC et nouvelles formes de militantisme en Tunisie*, actes du colloque *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud : Des médias classiques aux TIC*, Agadir, 137-144.

NOTES

1. Dont les pages Facebook de Damj, Mawjoudin, Shams, Le collectif Chouf Minorities, Kelmti. Ces associations seront présentées ultérieurement dans le texte.
2. Le choix de Facebook s'explique par la présence sur cette plateforme de toutes les associations LGBT, et la place importante qu'elle occupe dans l'espace médiatique et politique. La Tunisie comptait un peu plus de 8 millions d'internautes dont 6,4 millions présents sur Facebook soit 66 % de la population (<<https://www.internetworldstats.com/stats1.htm>>, chiffres au 30 juin 2019 publiés en novembre 2019).
3. Le réalisateur a proposé d'apporter des modifications à son film en supprimant notamment les scènes jugées choquantes pour le public tunisien mais le directeur du cinéma et de l'audiovisuel au ministère de la Culture a déclaré en septembre 2013 qu'en dépit des changements proposés, le film ne pourrait être projeté dans un pays arabo-musulman en rappelant qu'il a été interdit aux moins de 17 ans aux États-Unis.
4. Les religieux se réfèrent aux textes coraniques relatifs au peuple de Loth pour stigmatiser l'homosexualité.
5. La Tunisie était classée en 2013 parmi les pays les plus homophobes selon l'enquête sur l'acceptation sociale de l'homosexualité réalisée par le Pew Research Center. Disponible sur : <<https://www.pewresearch.org/global/2013/06/04/the-global-divide-on-homosexuality/>>.
6. La première version de cet article apparaît dans le Code pénal de 1913 qui s'inspire du Code pénal français de 1810.
7. Le même ministre a rejeté en septembre 2012, parmi les recommandations de l'ONU lors du Conseil des droits de l'homme, celle portant sur la dépénalisation de l'homosexualité.
8. Le ministre a tenu ces propos le 04/02/2012 sur la chaîne privée Hannibal TV. Il a déclaré « Il n'est pas question que la perversion sexuelle soit un droit humain. Ces personnes devraient plutôt se faire soigner » avant de poursuivre en parlant des homosexuels « ce sont des citoyens, mais ils doivent respecter les lignes rouges fixées par notre religion, notre héritage et notre civilisation ».
9. Les Imams et les théologiens se réfèrent aux textes coraniques relatifs au peuple de Loth pour interdire l'homosexualité et stigmatiser les homosexuels. Il est, indiqué dans le Coran, que les membres du peuple de Loth prophète et neveu d'Abraham étaient les premiers à avoir une population homosexuelle. Ce serait l'une des raisons pour lesquelles Dieu aurait détruit la cité de Sodome. Toutefois, rien dans le Coran ne condamne clairement l'homosexualité. Certains hadiths attribués au prophète Mohamed condamnent l'homosexualité. L'authenticité de de ces hadiths n'est pas prouvée (Mohammed Mezziane [2008], « Sodomie et masculinité chez les juristes musulmans du IX^e au XI^e siècle », *Arabica*, t. 5, fasc. 2, 276-306). Par ailleurs, la philosophe et essayiste Olfa Youssef a suscité une polémique nationale en Tunisie en démontrant dans son ouvrage, paru en langue arabe *Hayratou Muslima*, l'absence de criminalisation de l'homosexualité dans le Coran (*Désarroi d'une musulmane*, éd. Sahar, Tunis, 2010).
10. Le sigle signifie également « Intégration » en français. Disponible sur : <<https://fr-fr.facebook.com/damj.tunisie>>.
11. En français « Nous existons ». Disponible sur : <<https://fr-fr.facebook.com/mawjoudin.tn/>>.
12. Depuis 2018, elle a mis en place le Festival annuel de films et d'arts LGBTQI+. L'accent est mis sur les films montrant des réalités dites non hétéronormatives dans les pays du sud.

13. Le nom signifie en français « Soleil ». Disponible sur : < <https://fr-fr.facebook.com/shamsfrancelgbt/> >.
14. En janvier 2016, *Shams* est priée de suspendre ses activités, suite à une requête du chargé du contentieux de l'État. Elle reprend ses activités en février 2016 suite à une décision de justice. En février 2019, une nouvelle demande de dissolution a été déposée à l'encontre de *Shams*.
15. Le documentaire décrit la situation précaire des minorités sexuelles en Tunisie et dénonce leur quotidien.
16. La radio émet quotidiennement de 8h00 à minuit, avec une programmation variée : musique, analyses politiques et sociétales, actualités culturelles. Une partie de la programmation est réservée à l'actualité des minorités sexuelles.
17. Plusieurs titres français ont repris ces informations : *Le Monde*, *Le Point*, *Libération*, des journaux italiens et anglais font partie des médias ayant relayé ces initiatives.
18. Nous relevons deux émissions sur *El Hiwar Ettounsi* en avril 2016 (chaîne la plus regardée) et sur *Nessma TV* à titre d'exemples.
19. Plusieurs articles et billets y sont publiés comme sur d'autres titres numériques. Mais déjà en 2009, *Tekiano* publiait : « Tunisie : (Dés) orientations sexuelles sur le net », de Abdel Aziz Hali.
20. Nous avons recensé plusieurs articles d'information dans le quotidien *La Presse* mais aussi dans plusieurs journaux arabophones.
21. À plusieurs reprises, des députés exigent des ministres présents à l'Assemblée de donner leur position sur l'homosexualité ou sur la reconnaissance d'associations LGBT. Nous citons à titre d'exemple, l'intervention du député Ibrahim Hamdi, en janvier 2013, lors de l'audition de la ministre des Affaires de la Femme Sihem Badi à l'ANC. Le député exigeait des précisions quant à la position de la ministre concernant la reconnaissance de l'homosexualité en tant que genre social.
22. Plusieurs plaintes ont été portées contre les associations LGBT reconnues et différentes demandes de dissolution ont été déposées. En janvier 2016, une requête a été déposée contre *Shams* et a permis sa suspension momentanée. Une nouvelle demande de dissolution a été déposée en février 2019 contre la même association.
23. À titre d'exemples, la vidéo de l'imam de la mosquée de Sfax : <<https://www.youtube.com/watch?v=aEaINFHryZ8>> et la vidéo de l'imam de la mosquée de Megrine à Tunis : <<https://www.youtube.com/watch?v=zCLNDhGVaH4&feature=youtu.be>>.
24. Militante de gauche et de l'association Damj, elle est présidente de « Chouf », l'association de défense des LGBTQI+. Elle a été arrêtée en février 2021 pour « outrage à un fonctionnaire public » après avoir exprimé son mécontentement devant un poste de police. Elle s'y était rendue pour porter plainte pour harcèlement et aurait été humiliée et harcelée par les policiers eux-mêmes qui ont refusé d'enregistrer sa plainte. L'arrestation a entraîné une forte mobilisation des militants LGBT et de différentes composantes de la société civile. Condamnée en première instance à 6 mois de prison et incarcérée, elle a été libérée en mars 2021 avec une peine de sursis et une amende.
25. Chiffres issus de l'enquête 2016 de l'institut tunisien Elka Consulting.
26. Abolition de la peine de mort, garantie de la liberté de conscience et révision des articles criminalisant l'atteinte à la pudeur et la moralité publique.

RÉSUMÉS

Depuis le soulèvement populaire de 2011, la Tunisie connaît des mutations sociales et politiques importantes et découvre les revendications de minorités sexuelles, identitaires et linguistiques. Nous consacrons cette contribution à l'analyse de la médiatisation des revendications de la communauté LGBT en Tunisie. Nous montrerons le rôle des médias numériques et des réseaux sociaux numériques dans la formalisation et la médiatisation des revendications des collectifs et associations qui étaient privés des médias classiques et de l'espace public. La contribution vise à montrer comment les médias numériques se sont constitués en alternative médiatique pour les militants et sympathisants de la cause homosexuelle et de pointer les différentes formes d'expression mobilisées et les stratégies de médiatisation déployées.

Since the popular uprising of 2011, Tunisia has experienced significant social and political changes and has discovered the claims of sexual, identity and linguistic minorities. We dedicate this contribution to the analysis of the media coverage of the claims of the LGBT community in Tunisia. We will show the role of digital media and digital social networks in the formalization and media coverage of the claims of collectives and associations that were deprived of traditional media and public space. The contribution aims to show how digital media have become a media alternative for activists and sympathizers of the homosexual cause and to point out the different forms of expression mobilized and the strategies deployed.

INDEX

Mots-clés : stratégies médiatiques, médias numériques, mise en visibilité, communauté LGBT

Keywords : media strategies, digital media, visibility, LGBT community

AUTEUR

ZEINEB TOUATI

Université de Nantes - LS2N (UMR 6004)

zeineb.touati@univ-nantes.fr